Nations Unies E/CN.5/2011/10

Conseil économique et social

Distr. générale
8 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Quarante-neuvième session
9-18 février 2011
Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire*
Questions relatives au programme et questions diverses : Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social, à sa quarante-neuvième session, le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités de ce dernier en 2009 et 2010.

* E/CN.5/2011/1.

10-68168X (F)

Merci de recycler

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités de ce dernier en 2009 et 2010

Résumé

Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2009 et 2010.

Cet exercice biennal a été marqué par plusieurs changements en profondeur dans la gestion et le financement de l'Institut. Thandika Mkandawire a quitté le poste de Directeur en avril 2009, et Sarah Cook lui a succédé en qualité de Directrice de l'Institut en novembre 2009. Peter Utting a exercé la direction au cours de la période intermédiaire. En 2009-2010, l'Institut a puisé son financement de base dans les contributions volontaires de sept gouvernements, en marge du financement de projets alloué par plusieurs bailleurs de fonds. Durant cet exercice, la situation financière de l'Institut s'est sensiblement dégradée, dans une large mesure, en raison du contexte financier général. Un bailleur de fonds important s'est retiré et d'autres ont diminué leurs contributions. L'Institut s'est efforcé d'accroître et de diversifier ses sources de financement et il a organisé en mars 2010 une réunion des bailleurs de fonds. Il a également réduit son personnel et ses activités dans le sillage de la baisse de son financement.

Le programme de recherche 2005-2009 est arrivé à son terme. Plusieurs projets ont été clôturés, ce qui a donné lieu à un grand nombre de publications et d'activités de diffusion. L'on peut notamment citer à ce titre les travaux menés dans le cadre de programmes sur la politique sociale dans un contexte de développement, sur l'égalité des sexes et le développement, sur la société civile et les mouvements sociaux, ou encore sur les marchés, les entreprises et la réglementation.

À la lumière des multiples crises que traverse l'économie mondiale, l'Institut a organisé en novembre 2009 une conférence internationale sur le thème, « Social and political dimensions of the global crisis: implications for developing countries ». Il a en outre conclu une enquête de grande envergure sur la dynamique de la réduction de la pauvreté, qui a été couronnée par la publication de son rapport-phare, *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*, à la veille de la Réunion plénière de haut niveau de la 65e session de l'Assemblée générale de septembre 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Au cours de cette période, l'Institut s'est de plus en plus soucié de garantir la pertinence de ses activités de recherche et de diffusion pour les acteurs concernés au sein du système des Nations Unies, de la communauté des bailleurs de fonds, du monde académique et de la société civile dans la perspective d'influer sur les politiques et les pratiques en matière de développement.

Au fil de cet exercice biennal, l'Institut a par ailleurs tenu des consultations approfondies parmi ces différents cercles aux fins de l'élaboration d'une nouvelle stratégie institutionnelle 2010-2014, que le Conseil d'administration a approuvée en juin 2010. Les recherches planifiées pour les prochaines années reflètent l'évolution de la conjoncture et l'incertitude accrue pour le développement social au lendemain

des multiples crises qui ont frappé l'économie mondiale. De plus, la stratégie institutionnelle prévoit un renforcement des activités de communication de l'Institut, de façon à rehausser la pertinence et l'influence de ses recherches, ainsi que des activités de mobilisation de ressources stratégiques destinées à assurer la stabilité financière de l'Institut au moyen de mesures de diversification et d'augmentation du financement de base et par projets.

Table des matières

Page

I. Introduction 4

II. Gestion, personnel et situation financière 4

III. Recherches et activités connexes 6

A. Politique sociale et développement 6

B. Marchés, entreprises et réglementation 8

C. Société civile et mouvements sociaux 9

D. Participation des deux sexes au développement 10

IV. Événements spéciaux et activités 12

V. Stratégie institutionnelle 2010-2014 16

VI. Vulgarisation : mise en réseau, diffusion et publication 20

I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2009 et 2010. Il est présenté à la Commission du développement social conformément au mandat défini dans la circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/126 du 1er août 1963), qui dispose que le Conseil d'administration doit notamment présenter régulièrement à la Commission « un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut ».

2. l'Institut a été créé en 1963 pour faire fonction de plate-forme autonome, au sein de l'architecture des Nations Unies, pour les recherches d'utilité politique et le dialogue sur les questions sociales importantes. Il poursuit depuis lors l'objectif d'engendrer des connaissances et de formuler des propositions politiques sur les phénomènes et les problèmes contemporains du développement social. À travers ses activités, l'Institut contribue aux ambitions plus larges du système des Nations Unies sur la diminution de la pauvreté et des inégalités, la progression de la prospérité et des droits, et l'avènement de sociétés plus justes et démocratiques.

3. Le présent rapport examine en premier lieu la situation financière de l'Institut, qui s'est gravement détériorée en 2009-2010, et ses conséquences pour le personnel et les activités institutionnelles. Il fournit ensuite des informations sur des activités menées au titre du programme de recherche 2005-2009, dont le point d'orgue réside dans la publication de son rapport-phare intitulé « Combating Poverty and Inequality : Structural changes, Social Policy and Politics », ainsi que les événements et les activités complémentaires qui ont eu lieu au cours de l'exercice biennal. Aux côtés d'une multitude d'autres initiatives, une conférence internationale a notamment été organisée sur le thème des aspects sociaux et politiques de la crise mondiale et les conséquences sur les pays en développement. Le rapport se poursuit par une présentation du nouveau programme de recherche et de la stratégie institutionnelle élaborés pour la période 2010-2014. Enfin, il fournit des informations sur les travaux entrepris pour faire connaître les recherches de manière à permettre qu'elles alimentent les politiques et les pratiques de développement, et il se termine par une liste des publications parues en 2009 et 2010.

II. Gestion, personnel et situation financière

4. Au 30 novembre 2010, l'Institut employait à Genève un total de 13 membres de personnel, dont un directeur et un directeur adjoint, quatre coordinateurs de recherche, quatre responsables des publications et de la diffusion et trois agents d'administration et d'appui. Il comptait par ailleurs deux sous-traitants chargés de mettre en œuvre les opérations de communication nécessaires à la réalisation du plan de travail de l'Institut. Cinq postes restaient vacants à cause de l'insuffisance du financement.

5. Thandika Mkandawire a quitté le poste de Directeur en avril 2009, et Sarah Cook lui a succédé, accédant au poste de Directrice en novembre 2009.

6. Au cours de la période examinée, les activités de l'Institut ont aussi bénéficié de la participation d'un total de 47 compagnons invités, analystes de recherche et stagiaires issus de 25 pays, à savoir l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Burkina Faso, le Canada, le Chili, la Chine, l'Éthiopie, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Kenya, le

Kirghizstan, le Mexique, les Philippines, le Portugal, la République de Corée, l'Afrique du Sud, l'Espagne, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique.

7. Le Conseil d'administration de l'Institut s'est réuni à Genève les 10 et 11 novembre 2009 et les 22 et 23 juin 2010.

8. Afin de réaliser ses projets de recherches, l'Institut doit récolter son propre financement. Il ne reçoit pas de fonds du budget général des Nations Unies et il est exclusivement financé par des contributions volontaires d'États Membres, d'organismes de recherche, d'agences des Nations Unies et d'autres institutions.

9. L'Institut a entamé l'année 2010 sous le signe de contraintes financières substantielles dues à une diminution des montants alloués par son principal bailleur de fonds. En conjonction avec le retrait d'un bailleur de fonds de base et le resserrement de la concurrence pour le soutien des projets dans le contexte actuel, il en résulte qu'une menace permanente pèse sur la pérennité financière de l'Institut.

10. L'Institut a pu stabiliser la situation pour 2010 grâce à des mesures à court terme, quoiqu'à un niveau de financement sensiblement réduit. Il a ainsi pris des mesures de compression des coûts, notamment la suppression de deux membres du personnel (outre les trois postes déjà vacants), la diminution des déplacements du personnel et la baisse des nombres de chercheurs débutants et de chercheurs invités. Dans la foulée, les capacités disponibles pour la conception de nouveaux projets et les activités de diffusion des recherches ont subi une coupe claire. Malgré cette austérité, l'Institut a néanmoins puisé dans ses réserves tout au long de l'année 2010 et cette situation n'est pas durable au-delà de 2011.

11. La Directrice a coopéré étroitement avec les bailleurs de fonds existants et un groupe de travail ad hoc de membres du Conseil d'administration afin de remédier à la situation. L'Institut a également convoqué le 23 mars 2010 une réunion des bailleurs de fonds.

12. L'Institut a reçu, en 2009, 3 285 711 dollars et doit recevoir, en 2010, 2 927 358 dollars de contributions destinées au financement de ses activités de base. Il a reçu, en 2009, 396 397 dollars de moins qu'en 2008 et doit recevoir, en 2010, 358 353 dollars de moins qu'en 2009. Sept pays ont contribué aux ressources de base en 2009 et 2010.

13. Les principaux contributeurs de fonds destinés aux activités de base sont la Suède et le Royaume-Uni, qui ont annoncé le versement simultané de trois années de contributions. De nouveaux accords sont actuellement en cours de négociation avec ces deux gouvernements. Un accord triennal a été conclu avec le gouvernement d'Afrique du Sud en 2009. Des contributions annuelles aux ressources de base ont été reçues du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de l'Afrique du Sud et de la Suisse. Bien que la Suisse ait alloué une contribution en 2009, elle a informé l'Institut au début 2010 qu'elle ne la renouvellerait pas cette année.

14. Au cours de la période examinée, des contributions spécifiques à des projets ont été fournies par la Communauté européenne, le Centre de recherches pour le développement international, la Direction suisse du développement et de la coopération, la Fondation Heinrich Böll, l'Institut pour les études du futur et la Fondation Carolina. Ce financement représentait 40 767 dollars en 2009, et d'après les engagements, il devrait atteindre 67 279 dollars en 2010. Ces montants inférieurs

par rapport à l'année 2008 reflètent le cycle de financement des projets, un grand nombre de projets s'étant clôturés en 2009.

15. Les données récapitulées dans le tableau ci-après indiquent que l'Institut doit en principe recevoir 2 994 637 dollars (hors revenus divers) en 2010, soit 10 % de moins qu'en 2009 et 35 % de moins qu'en 2008.

Ressources de l'Institut en 2008, 2009 et 2010

(En dollars des États-Unis)

	2008	*2009*	*2010*[a]
Activités de base	3 682 108	3 285 711	2 927 358
Projets	893 944	40 767	67 279
Total	**4 576 052**	**3 326 478**	**2 994 637**

[a] Estimations.

III. Recherches et activités connexes

16. Les recherches se sont achevées dans plusieurs projets du programme pour 2005-2009 dans les domaines suivants : la politique sociale et le développement, les marchés, les entreprises et la réglementation, la participation des deux sexes au développement et la société civile et les mouvements sociaux, ainsi que dans le projet-phare relatif à la réduction de la pauvreté et aux politiques adoptées. Une série d'événements spéciaux et d'activités ont également eu lieu.

A. Politique sociale et développement

17. En 2009-2010, le programme « Politique sociale et développement » comptait quatre projets de recherche arrivés aux dernières phases de leurs travaux, des publications et des activités de diffusion.

1. Financement de la politique sociale dans les pays riches en ressources minérales

18. Dans le cadre d'une étude de grande envergure entamée en 2006 sur les différentes possibilités de mobiliser des ressources pour financer les politiques sociales, ce premier projet a mis l'accent sur les pays riches en ressources minérales. Certains pays en développement qui possèdent d'abondantes ressources minérales réussissent à diriger leurs ressources dans des politiques économiques et sociales durables, tandis que d'autres y parviennent moins bien. Les recherches menées entre 2008 et 2010 ont identifié les facteurs pour lesquels les pays du Sud riches en ressources minérales n'investissent pas une plus grande partie de leurs richesses dans le développement social et mis en lumière des solutions au moyen desquelles les revenus des ressources minérales pourraient ouvrir l'espace fiscal à des politiques sociales de transformation, tout en favorisant la démocratie, l'insertion sociale et le développement économique. Un document de programme et un numéro de *Conference News* ont été publiés. Huit documents commandés au titre du projet seront publiés dans un volume revu et corrigé en 2011.

2. Fonds de pension et développement économique

19. Les fonds de pension ont souvent pour objectif d'assurer la sécurité sociale, mais ils peuvent également être employés à des fins de redistribution et de production. Dans un certain nombre de pays, les fonds sociaux (fonds de pension, caisses d'assurance-maladie et d'assurance-chômage) constituent une importante source de financement de l'investissement.

20. Les recherches menées dans le cadre du second projet entre 2007 et 2010 ont examiné les défis liés à la gestion de fonds de ce type dans un contexte de faibles capacités administratives et d'instabilité macroéconomique, la manière dont les régimes de pension affrontent les problèmes des travailleurs indépendants et informels, les résultats des fonds privés décentralisés ou des modèles mixtes par rapport aux fonds publics, l'influence des bailleurs de fonds et d'autres acteurs extérieurs sur la réforme des pensions dans les pays en développement, et l'effet de différents types de régimes de pension sur la cohésion sociale, l'équité et la redistribution. Les résultats de ces recherches seront rassemblés dans un volume revu et corrigé qui sera publié en 2011.

3. Politique sociale et migration dans les pays en développement

21. Le troisième projet a été réalisé entre 2007 et 2009. En établissant les liens entre la migration Sud-Sud, le développement social et la politique sociale dans les pays en développement, il a complété les travaux accomplis par d'autres organismes du système des Nations Unies. Ses recherches ont fait apparaître que l'incidence de la migration sur le développement s'étend au-delà de la contribution financière des migrants dans leurs pays d'origine et qu'elle inclut également des transferts sociaux et politiques, qui prennent la forme de déplacements de connaissances, de compétences et d'idées, d'une transformation des rôles des hommes, des femmes et des familles (notamment par la migration autonome des femmes et des enfants) et d'une mobilisation politique des migrants dans les pays de destination et d'origine. Il ressort des preuves récoltées que la migration doit être perçue comme une partie intégrante de la définition des politiques sociales, et inversement, afin de stimuler les synergies pour le développement, l'équité, l'intégration sociale et le bien-être des migrants et de leurs familles. Un renforcement des partenariats régionaux et de la coopération entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales s'impose également pour aplanir les difficultés sociales par le biais de politiques qui ne touchent pas seulement aux frontières et aux personnes, mais qui promeuvent également l'équité sociale et la solidarité. Les conclusions ont été publiées dans trois documents de programmes en 2009 et dans un volume revu et corrigé en 2010.

4. Politiques sociales dans les petits États

22. Les études nationales et thématiques réalisées au titre de ce quatrième projet se sont intéressées aux problèmes de politique sociale que rencontrent les petits pays et à leurs répercussions pour le développement économique. Elles ont montré comment certains petits États ont réussi, malgré leur fragilité intrinsèque, à améliorer leurs indicateurs sociaux grâce aux politiques économiques et sociales complémentaires qu'ils ont mis en œuvre.

23. Les découvertes de ces recherches ont été présentées dans une conférence régionale de haut niveau sur les politiques sociales dans les îles du Pacifique, qui s'est tenue à Fidji en juillet 2009, ainsi qu'à la réunion des chefs de gouvernement

du Commonwealth de novembre 2009. Les deux premières études ont été publiées en 2010 dans une publication commune de l'Institut et du Commonwealth, et les autres documents sortiront de presse en 2011. L'Institut a publié l'une des études en tant que document de programme.

5. Résultats

24. Les recherches de l'Institut sur la politique sociale et le développement ont alimenté une multitude de débats politiques. Les conséquences de la crise économique et financière pour le développement et le rôle de la politique sociale ont fait l'objet d'exposés auprès du Swiss Network for International Studies en mars 2009, de l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) en juin 2009 et de la 9e session du Conseil intergouvernemental de la gestion des programmes de transformations sociales de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en septembre 2009.

25. Le livre intitulé *Financing Social Policy: Mobilizing Resources for Social Development* a été présenté à la Fondation internationale pour la science, à Stockholm, dans le cadre d'une série de conférences organisées par l'IFS, le Nordiska Afrikainstitutet (NAI) et l'Université de Stockholm en septembre 2009.

26. Un aperçu des recherches sur la protection sociale et la pauvreté a été présenté au Forum arabe sur la politique sociale, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) en octobre 2009 à Beyrouth, et à la réunion d'un Groupe d'experts sur l'intégration sociale organisée en novembre 2009 à Accra, au Ghana, par la Division des affaires économiques et sociales du Secrétariat dans l'optique de la préparation d'un projet de résolution de la Commission du développement social sur la promotion de l'intégration sociale (adoptée en février 2010).

27. Une conférence politique internationale sur les stratégies mondiales et nationales de lutte contre la pauvreté a été organisée par le Programme BK21de l'École supérieure d'administration publique de l'Université nationale de Séoul et l'Institut en septembre 2009.

B. Marchés, entreprises et réglementation

28. Au cours de ces dernières décennies, les relations entre les entreprises et les États ainsi que le rôle des sociétés transnationales dans le développement social ont subi des changements profonds, qui s'accompagnent de répercussions substantielles sur la prospérité sociale, l'équité et la gouvernance démocratique. Ce sont des questions de ce type que ce programme a traitées.

29. Deux projets ont pris fin en 2009-2010 : Réglementation des entreprises, acteurs non étatiques et développement et Organisations d'entreprises et politique sociale.

1. Réglementation des entreprises, acteurs non étatiques et développement

30. Ce projet s'est penché sur l'efficacité des initiatives fondées sur des normes pilotées par des acteurs non étatiques pour réglementer les activités des entreprises. Il a reçu la contribution de 35 chercheurs pour un ouvrage portant sur le potentiel et les limites de cette approche dans la perspective d'une réglementation efficace et

des pays en développement. L'ouvrage aborde à la fois les dimensions conceptuelles et empiriques. Ses réflexions ont trait aux mutations constantes de la réglementation des entreprises dans la conjoncture du capitalisme contemporain, à l'économie politique et aux paramètres institutionnels de la réglementation qui sont propices à un développement sans laissés pour compte, ainsi qu'à l'expérience et aux résultats d'initiatives réglementaires spécifiques dans lesquelles des entreprises et des organisations de la société civile ont joué un rôle prépondérant dans leur élaboration et leur exécution.

2. Organisations d'entreprises et politique sociale

31. Ce projet a examiné l'engagement des entreprises dans la réduction de la pauvreté et le développement social et la capacité croissante des groupements d'intérêts du monde des entreprises à influencer les priorités de la politique publique et du développement. Ses observations ont mis en lumière quatre limitations importantes des considérations actuelles de « responsabilité sociale des entreprises » : l'analyse tend à être a) anhistorique, ignorant les leçons du passé qui expliquent la responsabilité des entreprises ; b) faible sur le plan empirique, négligeant d'analyser les influences exercées sur le développement ; c) déficiente sur le plan théorique, s'appuyant de façon sélective sur certains corpus de connaissances et en négligeant d'autres ; et d) apolitique, ignorant souvent les types de forces sociales, de coalitions et d'alliances nécessaires pour remédier aux déséquilibres dans les relations entre les États, les entreprises et les sociétés. Ces recherches ont été publiées dans deux ouvrages au cours de l'exercice.

3. Résultats

32. Les recherches menées par l'Institut entre 2005 et 2009 sur la responsabilité sociale des entreprises, les partenariats public/privé et la « réglementation privée » ont abouti au constat que la sensibilisation aux responsabilités sociales et environnementales des entreprises s'est rapidement intensifiée et que les instruments et les initiatives destinés à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises et à impliquer les entreprises dans la réduction de la pauvreté ont proliféré. Les discours tendent toutefois par trop souvent à dépasser la réalité. Les conclusions des recherches ont mis en évidence la nécessité d'aller au-delà des approches volontaires, en passant à une « responsabilisation des entreprises », ce qui signifie que les entreprises ne devraient pas seulement répondre à leurs actionnaires, mais aussi être passibles d'une forme de sanction en cas de non-conformité et que des procédures de plainte et de recours efficaces devraient être instaurées. L'Institut a été invité à présenter les travaux et les recommandations à ce sujet dans des établissements universitaires aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Espagne, et il a participé à des groupes d'experts convoqués par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour les *World Investment Reports* 2009 et 2010, ainsi qu'au 4e Symposium régional sur le développement et la gouvernance organisé par la Fondation turque pour la recherche en politique économique.

C. Société civile et mouvements sociaux

33. Les recherches menées dans cet axe du programme ont étudié comment les mouvements sociaux et les organisations de la société civile se mobilisent pour

exprimer leurs préoccupations et influencer les mécanismes politiques à l'époque de la mondialisation et de la libéralisation. La majeure partie des travaux étaient arrivés à leur terme en 2008, et les activités réalisées au cours de la période examinée ont plutôt consisté à publier et à diffuser les résultats des recherches.

1. Réponses sociales aux inégalités et aux changements de politiques

34. Ce projet s'est efforcé de déterminer dans quelle mesure, et par quels procédés, les acteurs de la société civile qui s'organisent et se mobilisent en faveur de sujets liés à la justice sociale influencent les politiques publiques dans une sélection de pays européens. Il a ainsi observé les formes contemporaines de plaidoyer et de campagnes en France, en Italie et au Royaume-Uni sur l'allégement de la dette, la politique humanitaire, la fiscalité internationale, la justice commerciale et la responsabilité des entreprises.

35. Deux documents de programme ont été publiés en 2009, et la conclusion finale des recherches sera publiée dans un ouvrage revu et corrigé en 2011.

D. Participation des deux sexes au développement

36. Ces dernières décennies, les femmes sont de plus en plus présentes dans la vie publique, que ce soit sur la scène politique, sur le marché de l'emploi, ou dans les flux de migrants transfrontaliers. Pourtant, la persistance des inégalités entre les sexes continue de marquer le monde moderne et ses institutions, que ce soit sur les marchés, dans les flux macroéconomiques et les programmes sociaux; les États, les partis politiques ou les mouvements sociaux; ou encore dans la sphère intime de la famille, le ménage ou la communauté.

37. Deux projets de cette branche du programme, *Économie politique et sociale des soins* et *Politique fondée sur la religion et égalité des sexes*, ont atteint leurs phases finales de publication et de diffusion en 2009-2010.

1. Économie politique et sociale des soins

38. Réalisé entre 2007 et 2009, ce projet a examiné les implications de différentes modalités de soins pour les personnes qui les assument (à titre rémunéré ou bénévole) sur le plan de la pauvreté et de l'accès aux droits sociaux. Les activités de soins, tant rémunérées que bénévoles, contribuent à la prospérité, au développement social et à la croissance économique. Les données recueillies montrent toutefois que les coûts des soins sont supportés dans une répartition inégale entre les sexes et les catégories sociales. Les familles restent les principaux acteurs susceptibles de satisfaire aux besoins de soins. Le défi politique consiste à les soutenir, à reconnaître les droits des soignants et des bénéficiaires des soins, à répartir les coûts plus uniformément dans la société et à encourager des formes de soins professionnelles, rémunérées à un prix décent et accueillantes.

39. Les résultats des recherches comparatives ont été compilés dans quatre ouvrages, dont deux ont été publiés en 2010 et les deux autres le seront en 2011. Cinq études nationales distinctes seront publiées dans les pays des recherches. Six documents de programmes ont été produits au cours de l'exercice étudié. Enfin, un numéro de *Travail de recherche et notes d'orientation* et un *UNRISD Conference News* ont également été publiés.

Résultats

40. Tout au long du projet, l'Institut a collaboré étroitement avec la Division de la promotion de la femme (DAW) et l'Équipe du PNUD chargée de la problématique hommes-femmes. Les travaux ont eu lieu à un moment extrêmement opportun en ce qu'ils ont coïncidé avec la préparation et la tenue de la 53e session de la Commission de la condition de la femme en 2009, dont le thème prioritaire était le partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida.

41. L'Institut a participé à la réunion du groupe d'experts organisée afin d'enrichir les débats sur le thème prioritaire et d'aider la Commission dans ses délibérations. Le document d'étude de l'Institut a été directement mis à profit dans le rapport du Secrétaire général (E/CN.6/2009/2), ainsi que dans l'*Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement 2009*[1].

42. L'Institut a assisté à la 53e session de la Commission, durant laquelle les conclusions du projet ont été présentées dans le cadre d'une manifestation parallèle officielle par le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, ainsi que dans des panels organisés par la DAW et le PNUD.

43. L'Institut a organisé en mars 2009 une conférence publique d'une journée à la faculté Barnard de l'Université de Columbia, New York. En juin 2009, les recherches ont constitué le socle de la Conférence annuelle 2009 de Women in Development Europe. Les équipes de recherche nationales ont exposé leurs observations lors d'une conférence organisée par l'Institute of Social Studies Trust et l'UNICEF-Inde en décembre 2009. L'institut a également été invité à faire connaître les résultats à la Direction suisse du développement et de la coopération en mai 2009, à l'Amsterdam School for Social Science Research en novembre 2009 et à l'Institute for the Study of the Americas en décembre 2009.

44. S'appuyant sur les découvertes issues des recherches sur les soins, l'Institut a par ailleurs planifié un atelier en décembre 2010 pour examiner la dynamique du changement politique tendant à l'égalité des sexes (dans le domaine de la politique sociale et sur un plan plus large) et contribuer à la conception d'un nouveau projet de recherche destiné à observer quand et pourquoi les États répondent aux revendications des femmes.

2. Politique fondée sur la religion et égalité des sexes

45. Ce projet, réalisé entre 2007 et 2010, s'est livré à des recherches comparatives sur les imbrications entre la religion et la politique dans une sélection d'environnements nationaux et sur les conséquences de ces liens pour l'égalité des sexes et les politiques féministes.

46. Au cours de l'exercice observé, les résultats des recherches ont été compilés dans deux ouvrages, dont l'un a été publié en 2010 et l'autre le sera en 2011. Trois documents de programmes ont également été produits.

---

[1] World Survey on the Role of Women in Development: Women's Control over Economic Reserves ans Access to Financial Reserves, including Microfinance (publication des Nations Unies, numéro de vente G.09.N.7)

Résultats

47. L'Institut a travaillé en étroite collaboration avec UNIFEM (Bureau de l'Europe centrale et orientale) et le FNUAP dans l'exécution de ce projet.

48. Le projet a tenu en juin 2009 une conférence publique à la Fondation Heinrich Böll, à Berlin, qui a attiré des chercheurs, des acteurs politiques et des militants œuvrant dans le domaine de la religion et de l'égalité des sexes.

49. L'Institut a été invité à diffuser les résultats des recherches par le biais d'open Democracy, un site Internet indépendant sur l'actualité mondiale qui a pour ambition de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie à travers le dialogue et le débat. En conjonction avec la Fondation Heinrich Böll, l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), le Humanist Institute for Development Cooperation (HIVOS) et l'University for Humanist Studies, l'Institut gère le forum et le débat en ligne intitulés « Religion gender politics: Prospects for equality and pluralism » (Religion, sexe, politique : perspectives pour l'égalité et le pluralisme).

3. Travail, secteur informel et recherche de la sécurité dans un monde en mutation

50. À travers le monde, les inquiétudes ne cessent de grandir quant au déplacement du travail dans le secteur informel et ses répercussions pour la pauvreté et le bien-être. Un emploi qui est de plus en plus informel ne peut extirper les familles de la pauvreté. Les postes informels sont dépourvus de tout droit et avantage professionnel, excluant des millions d'hommes et de femmes de la protection sociale et les piégeant ainsi dans l'insécurité et la pauvreté.

51. Les programmes généraux pour la lutte contre la pauvreté et la protection sociale tendent à mettre l'accent sur la fourniture d'une aide sociale à des « groupes vulnérables » particuliers (enfants, personnes âgées, personnes handicapées) qui ne peuvent exercer un emploi rémunéré. Une grande partie des nouvelles actions pour la protection sociale ciblent leurs transferts financiers (et les responsabilités connexes) en direction des femmes, dans leur statut de mères ou de gestionnaires de leurs foyers. En parallèle, le clivage entre les sexes appartient aux dimensions les plus insidieuses dans lesquelles s'inscrivent les marchés du travail, et en termes plus généraux, le travail lui-même. Il est donc judicieux d'examiner le lien entre les droits liés à l'emploi/au travail et les droits sociaux à travers le prisme du clivage entre les sexes.

52. L'Institut a commandé deux documents d'information en 2010. Il recherche par ailleurs un financement pour une étude comparative transnationale qui porterait sur les rapports entre les programmes de protection sociale s'adressant aux femmes et la mutation observée sur les marchés du travail.

IV. Événements spéciaux et activités

Dimensions sociales et politiques de la crise mondiale

53. À la lumière des multiples crises qui ont secoué l'économie mondiale en 2008, l'Institut a organisé une conférence internationale sur le thème Social and political dimensions of the global crisis: implications for developing countries (Dimensions sociales et politiques de la crise mondiale : les répercussions pour les pays en

développement). Un appel à contributions ouvert a suscité 330 réponses, dont 24 ont été retenues pour être présentées. L'événement s'est déroulé les 12 et 13 novembre 2009 à Genève et a attiré plus de 150 participants de tous horizons, y compris d'autres agences des Nations Unies, des représentants de gouvernements et de bailleurs de fonds, ainsi que des chercheurs d'au moins 14 pays. Les allocutions ont procuré une grande richesse de détails empiriques sur les effets de la crise dans une multitude de pays et sur un éventail de catégories sociales, et ont nourri un débat sur les aspects négligés de la crise, les types de changements politiques requis pour y faire face et le potentiel d'un paradigme de développement alternatif plutôt qu'un retour au « train-train » des affaires.

54. Un résumé des discussions et des débats de la conférence, dans lequel l'attention est attirée sur les principaux sujets politiques, a été mis à disposition sur le site Internet de l'Institut en décembre 2009 et un numéro de *Conference News* a été publié en 2010. Les conclusions de la conférence ont été présentées à la Friedrich-Ebert-Stiftung et au symposium de la Fondation Novartis en novembre 2009. L'Institut a produit une série de cinq podcasts contenant des extraits et des commentaires de cette manifestation. Un volume revu et corrigé, intitulé provisoirement *The Global Crisis and Transformative Social Change*, sera publié en 2011.

Combattre la pauvreté et les inégalités : changement structurel, politique sociale et politique

55. L'Institut a publié son rapport-phare, *Combating poverty and inequality: Structural change, social policy and politics*, à l'aube de la Réunion plénière de haut niveau de la 65e session de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement de septembre 2010. Il s'agit du point d'orgue d'une étude à grande échelle sur la dynamique de la lutte contre la pauvreté menée entre 2006 et 2010, qui s'est composée de près de 20 études de cas et études nationales détaillées, plus de 40 documents thématiques spécialement commandés dans ce cadre et des recherches réparties dans tous les programmes de l'Institut.

56. L'Institut a axé ses recherches sur les débats politiques actuels relatifs à la pauvreté et aux inégalités dans la perspective de la politique sociale et de développement. Il a analysé une série d'approches contemporaines de la lutte contre la pauvreté, identifié les principaux points institutionnels et politiques qui ne sont pas abordés dans les stratégies actuelles de réduction de la pauvreté et examiné les contradictions, les complémentarités et les synergies entre les différents composants des « politiques adoptées », y compris les politiques sociales, du marché du travail et macro-économiques, et les institutions politiques et réglementaires.

57. Le rapport met en exergue trois piliers d'une stratégie de développement durable et sans laissés pour compte : une croissance soutenue et un changement structurel qui créent des emplois et de meilleurs revenus pour la grande majorité des citoyens; des politiques sociales complètes qui sont enracinées dans les droits universels; et un activisme civique et un fonctionnement politique qui assurent que les États sont attentifs aux besoins de tous les citoyens.

Diffusion du rapport

58. Le rapport a été lancé le 3 septembre 2010 à l'occasion d'un événement commun avec le Bureau des Nations Unies à Genève. D'éminents orateurs ont pris la parole, parmi lesquels le Directeur général du Bureau des Nations Unies à

Genève, la Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme, le Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, le Coordonnateur du programme sur la gouvernance mondiale pour le développement du Centre du Sud, et le titulaire de la chaire de développement africain de l'École d'économie de Londres. Plus de 150 participants issus de la communauté politique, de la société civile et de l'élite académique internationales ont conflué dans cette manifestation.

59. Au cours de la période de trois mois qui a suivi son lancement, le rapport a été présenté dans 16 événements organisés dans 13 pays en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord avec des partenaires du système des Nations Unies, des gouvernements nationaux et des établissements d'enseignement.

60. Le rapport a fait l'objet d'une couverture substantielle dans les médias, suscitant entre autres 40 publications dans des blogs, articles et éditoriaux dans *The Hindu*, le *China Daily*, le *Daily Mirror* et le Time magazine, et il a été inscrit sur des listes de lectures universitaires au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le lancement à Genève a été partiellement filmé par l'Institut virtuel de la CNUCED et peut être consulté sur son site Internet à la rubrique des ressources de formation et d'enseignement.

61. La Synthèse du rapport a été publiée en langue arabe avec la collaboration de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et présentée lors d'un événement commun organisé à Beyrouth en novembre 2010.

62. Une édition chinoise de la Synthèse a été publiée en collaboration avec la faculté de développement social et de politique publique de l'Université normale de Beijing. Elle a été présentée à Beijing en octobre 2010 à l'occasion du Forum de haut niveau sur la lutte contre la pauvreté et le développement et d'un séminaire organisé par l'Université de Pékin et le Centre international de lutte contre la pauvreté en Chine.

63. Les organisations partenaires assurent une large diffusion des éditions arabe et chinoise dans leurs régions respectives.

64. L'Institut a traduit la Synthèse en français afin de l'utiliser dans des activités de diffusion dans les pays francophones en 2011. Le gouvernement mexicain a destiné sa contribution 2010 au financement de base de l'Institut à une traduction du rapport en espagnol, qui sera utilisée dans les présentations en Amérique latine et aux Caraïbes prévues en 2011.

65. Les recherches de l'Institut sur la lutte contre la pauvreté ont été reprises dans une série de travaux en cours, notamment la rédaction du rapport 2010 sur *La situation économique et sociale dans le monde* sur la cohérence politique (DAES-ONU) et les activités de préparation de la Réunion plénière de haut niveau de la 65e session de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010. La participation de l'Institut à ces dernières discussions a contribué à l'insistance sur les approches universelles de la protection sociale dans le rapport du Secrétaire général à la Réunion plénière de haut niveau intitulé *Tenir les promesses : unis pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*[2].

[2] Voir résolution 65/1.

Forum du développement du G20

66. La plupart des actions déployées à la suite de la crise se sont surtout attachées à stabiliser l'économie mondiale et à adapter l'architecture financière internationale. À de rares exceptions près, le développement social a été négligé, hormis sous la forme de mécanismes résiduels de protection des plus fragiles.

67. En réponse à cette situation et en partenariat avec l'Université nationale de Séoul et l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, l'Institut a organisé une série d'activités destinées à cerner et analyser les enjeux fondamentaux du développement social dont doivent traiter les forums mondiaux tels que le G20, parmi lesquelles un forum de discussion sur l'internet, un symposium tenu à Séoul, les 21 et 22 octobre 2010 et un débat télévisé entre d'éminents théoriciens du développement diffusé sur le Système de diffusion coréen (aux niveaux national et mondial) les 9 et 10 novembre 2010 à la veille du Sommet du G20 de Séoul.

68. Ces activités ont conduit à l'identification et à la description des pierres angulaires d'une stratégie alternative pour le développement, qui reflète à la fois les intérêts des pays membres et non membres du G20. Une attention particulière a été accordée au partage des leçons tirées des propres expériences de développement national de la République de Corée et de ses réactions aux crises successives. Le moment et le lieu du symposium et de l'émission télévisée ont permis de sensibiliser les publics parmi le monde politique et universitaire et la société civile aux approches alternatives potentielles du développement social qui devraient être inscrites à un rang plus élevé sur la liste des priorités du G20.

Les pensions sociales pour les personnes âgées en Asie

69. La Banque asiatique de développement a invité l'Institut à participer à un projet sur les pensions sociales pour les personnes âgées en Asie, qui a pour objectif d'examiner l'origine, les effets et les modèles institutionnels d'une série de programmes et de politiques destinés à instaurer des pensions sociales non contributives en Asie, ainsi que de transmettre des leçons politiques pour des systèmes similaires dans la région. La contribution de l'Institut, un document sur l'économie politique de la protection sociale des personnes âgées, souligne les principaux moteurs, acteurs et contextes différents qui ont abouti à des réformes des pensions sociales en Asie. Elle décortique les processus qui ont conduit aux différents modèles politiques appliqués en Asie et elle formule des enseignements comparatifs sur la base des expériences de réformes similaires dans d'autres pays en développement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

70. La contribution de l'Institut sera présentée lors d'un atelier qui aura lieu en février 2011 à Bangkok et fera partie d'une publication de la Banque asiatique de développement sur les pensions sociales. Une publication conjointe de l'Institut et de la Banque est également planifiée.

La politique sociale, clé pour le développement durable

71. En partenariat avec GTZ, l'Institut a organisé en décembre 2010 à Berlin une réunion d'experts internationaux de haut niveau sur le thème *Social policy as a key to sustainable development: approaches and practical experiences* (La politique sociale, clé pour le développement durable : Approches et expériences pratiques), à laquelle ont participé des politiques, des spécialistes du développement et des

universitaires. Cette réunion a mis en lumière la contribution de la recherche aux travaux conceptuels, stratégiques et pratiques de la GTZ et pour les organisations de coopération technique sur un plan plus général. Les principaux sujets de discussion ont été la relation entre la politique sociale, le développement économique et les marchés du travail, le rôle des services sociaux dans le développement social et l'égalité des sexes, les liens entre la politique sociale et le changement climatique, et le rôle des institutions et de la participation.

72. L'Institut a préparé la note d'information pour la réunion, qui sera développée plus en profondeur, en tenant compte des résultats de la réunion, pour produire un document conceptuel qui sera publié conjointement avec la GTZ en 2011.

Démocratie, justice sociale et sécurité économique

73. L'Institut a été invité en juin 2010 à adhérer à un nouveau groupe de travail sur la démocratie, la justice sociale et la sécurité économique sous les auspices de l'American Political Science Association, qui s'est assigné pour mission de porter les recherches pertinentes et opportunes à l'attention des politiques et du grand public et de promouvoir l'intérêt pour les alternatives politiques.

74. Ce groupe de travail observe les innovations politiques dans les domaines de la gouvernance participative, des approches de la démocratie et du développement basées sur les droits et de la citoyenneté économique qui ont exercé (ou qui pourraient exercer) un effet significatif de transformation sociale et qui pourraient être adaptées pour être transposées dans d'autres contextes.

75. Ce groupe de travail entend créer un site interactif sur l'internet à des fins de mise en réseau et de diffusion. Ses travaux seront présentés à la réunion annuelle de l'American Political Science Association en septembre 2011.

V. Stratégie institutionnelle 2010-2014

76. Une activité majeure de l'exercice biennal 2009-2010 a consisté à définir une nouvelle stratégie institutionnelle pour l'Institut pour la période de 2010 à 2014. À cette fin, une consultation approfondie a été menée en 2009 et en 2010 avec les acteurs concernés au sein du système des Nations Unies, de la communauté des bailleurs de fonds, du monde universitaire et de la société civile, ainsi qu'avec le Conseil d'administration. En avril 2010, l'Institut a organisé à l'aide d'un financement du gouvernement suédois un atelier de formation du personnel sur la gestion axée sur les résultats afin de renforcer ses capacités internes à mettre en œuvre sa stratégie.

77. La stratégie institutionnelle allie le programme de recherche (débattu et approuvé par le Conseil d'administration en juin 2010) et des objectifs complémentaires sur la communication des résultats de recherche afin de faire en sorte qu'ils contribuent à façonner les politiques et les pratiques de développement, sans oublier la garantie de l'avenir financier de l'Institut. Elle constitue le fondement des demandes de financement de base de l'Institut pour la période 2011-2014.

78. La stratégie établit les objectifs essentiels suivants pour l'Institut au cours de la période 2010-2014 :

a) **Recherche.** Produire des résultats de recherches pertinents sur le plan politique, qui contribuent à recadrer le débat contemporain sur le développement en démontrant i) la nécessité que les questions de justice sociale, d'équité et de durabilité occupent le cœur des objectifs et des politiques de développement et ne soient pas perçues comme des aspects subordonnés et accessoires des politiques économiques et de la croissance, ii) le rôle fondamental des politiques sociales, ainsi que leur faisabilité et le caractère raisonnable de leur coût, pour contribuer à un développement durable et équitable, et iii) les politiques et les dispositions institutionnelles requises pour un changement social progressiste.

b) **Communications.** Rehausser la visibilité de l'UNRISD et promouvoir l'utilisation des résultats de recherches de l'UNRISD par les acteurs concernés au sein du système des Nations Unies, de la communauté des bailleurs de fonds, du monde universitaire et de la société civile pour recadrer les débats et façonner les politiques et les pratiques.

c) **Collecte de fonds :** assurer la stabilité à long terme de l'Institut à travers la diversification et la mobilisation de ressources pour les activités de base et les projets.

Recherche

79. Le contexte mondial actuel donne naissance, dans son nouvel environnement, à une urgence inédite dans le traitement des problèmes de pauvreté, d'iniquité et d'injustice sociale. Malgré les progrès accomplis dans le positionnement des questions sociales parmi les préoccupations mondiales pour le développement, la conjoncture actuelle de resserrement fiscal et de crainte d'une croissance ténue soulève le risque d'un retour à des politiques qui négligent à nouveau les dépenses sociales, et partant, le fondement de l'inclusion, de l'équité, de la réduction de la pauvreté, et au final, d'une croissance durable.

80. S'appuyant sur les résultats de recherches antérieures de l'Institut, qui ont montré l'utilité de politiques sociales reposant sur une large base et de formes particulières de politiques sans laissés pour compte pour la réalisation de trajectoires de développement équitables et durables, le nouveau programme de recherche s'intéressera au rôle que les politiques sociales remplissent dans la création d'une croissance durable, empreinte d'équité, dans le contexte de développement du XXI^{e} siècle, à la manière dont elles peuvent être renforcées et financées, y compris dans des conditions de prépondérance du secteur informel et de fragilité de l'État et au profit de groupes marginalisés tels que les migrants, et aux politiques et dispositions institutionnelles requises pour un changement social progressiste.

81. Le programme de recherche s'articule autour de deux grands thèmes : d'une part, politiques sociales pour un développement sans laissés pour compte et durable, et d'autre part, politique et dynamique institutionnelle du développement social.

82. D'autres activités ayant trait à la recherche et des événements spéciaux sont également planifiés, notamment sur l'égalité des sexes et le renforcement des capacités des femmes et sur le changement climatique en tant qu'enjeu du développement social, ainsi que des activités de célébration du 50^{e} anniversaire de l'Institut en 2013.

Politiques sociales pour un développement sans laissés pour compte et durable

83. Les tentatives de réponses aux récentes crises risquent à nouveau de marginaliser les questions sociales dans le programme de développement axé sur la croissance. L'Institut a constamment focalisé ses recherches sur les répercussions déséquilibrées des processus de développement (comme la mondialisation), des politiques (comme les ajustements structurels) ou des événements (comme les crises). Il a démontré que les politiques sociales constituent un mécanisme décisif grâce auquel les sociétés peuvent réaliser des schémas de croissance plus équitables, efficaces dans la réduction de la pauvreté et durables.

84. Les nouvelles recherches examineront plus en détail les liens complexes entre les institutions économiques et sociales, les politiques et les résultats, en s'efforçant de comprendre comment les politiques qui protègent les plus faibles, combattent les inégalités et la pauvreté, assurent la redistribution sociale et contribuent à la productivité du travail peuvent devenir un pilier essentiel des politiques générales de développement aux niveaux national et international.

85. L'Institut recherche actuellement des fonds pour entamer des recherches ou approfondir les travaux en cours sur les sujets suivants :

a) Les politiques sociales et l'emploi informel, y compris les aspects relatifs au sexe;

b) La migration Sud-Sud, y compris les aspects relatifs au sexe;

c) Les politiques sociales et la gouvernance régionale;

d) Le financement des politiques sociales dans une période de crise;

e) Le financement de la politique sociale dans les pays riches en ressources minérales;

f) La fourniture universelle de services sociaux;

g) Les stratégies alternatives de développement économique et social dans les grandes économies émergentes;

h) Les approches de l'économie sociale à l'égard du développement sans laissés pour compte et durable.

Politique et dynamique institutionnelle du développement social

86. Les recherches sur ce thème examineront les politiques et les processus à travers lesquels les acteurs étatiques et non étatiques peuvent procurer de meilleurs résultats de bien-être aux citoyens et analyseront comment les ressources sont mobilisées et allouées au profit de résultats de développement. Quelles sont les possibilités qui s'offrent à des États démocratiques ayant une citoyenneté active et un contrat social applicable au XXI^{e} siècle ? Quels processus politiques et quelles dispositions institutionnelles conduisent à un changement social positif ?

87. Les recherches précédentes ont montré que le développement social requiert des États efficaces et responsables, des droits institutionnalisés, un engagement public soutenu et des formes de politiques qui donnent la possibilité aux catégories pauvres ou marginalisées de la population d'exercer une influence sur l'élaboration des politiques et l'affectation des ressources. Les réformes politiques en faveur

d'États efficaces, possédant des programmes sociaux progressistes et une citoyenneté active, restent décevantes, ignorant souvent les facteurs structurels qui perpétuent les inégalités dans les relations de pouvoir ou négligeant les types informels de mobilisation et d'action citoyenne.

88. L'Institut recherche actuellement des fonds pour entamer des recherches ou approfondir les travaux en cours sur les sujets suivants :

a) La politique de la mobilisation de ressources pour le développement social;

b) Les institutions participatives, le renforcement des capacités et le changement politique;

c) La compréhension du changement politique tendant à l'égalité des sexes;

d) La réglementation et la responsabilité des marchés dans le développement social.

Communications

89. L'Institut occupe une position unique, au carrefour entre les organisations internationales, la société civile et la communauté académique, il œuvre en collaboration avec un réseau mondial étoffé de chercheurs et d'institutions et il possède un pouvoir substantiel de rassemblement. À travers sa stratégie de communication, il souhaite mettre à profit ces atouts afin d'assurer que les conclusions de ses recherches soient prises en considération dans les débats, les politiques et les pratiques en matière de développement. Entre janvier et mars 2011, l'Institut procédera à une évaluation stratégique et définira de nouvelles orientations pour sa stratégie de communication qu'il appliquera de 2011 à 2014. L'aboutissement de ce travail se traduira par une approche innovante et créative de l'utilisation de supports et de filières de communication multiples et adéquats pour différents publics. L'Institut pourrait ainsi décider, sans toutefois s'y limiter, d'une intégration plus systématique de la stratégie de communication dans tous les projets et les collaborations avec les chercheurs et les groupes d'intérêts locaux, d'une meilleure valorisation du label de ses productions, d'une modernisation de sa plate-forme sur l'internet, et le cas échéant, de partenariats avec des intermédiaires spécialisés dans la connaissance. Ses activités seront soigneusement budgétisées afin d'assurer leur faisabilité financière et leur durabilité par rapport aux autres objectifs institutionnels.

Collecte de fonds

90. Eu égard à la situation financière critique qu'a rencontrée l'Institut en 2010, celui-ci a accordé la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation de ressources tendant à accroître et à diversifier ses sources de financement. Il est notamment question de travailler plus étroitement avec une sélection d'agences des Nations Unies, d'identifier de nouveaux bailleurs de fonds ou des bailleurs de fonds non traditionnels, de stabiliser, et dans la mesure du possible, d'augmenter les montants alloués par les bailleurs de fonds existants, et de nouer de nouveaux partenariats avec des instituts de recherche afin de permettre l'accès à d'autres sources de financement des recherches (p. ex. par le biais de conseils de la recherche). D'autres mesures nécessaires pour améliorer la pérennité financière de l'Institut seront étudiées dans le cadre de la stratégie 2011-2014.

VI. Vulgarisation : mise en réseau, diffusion et publication

91. L'Institut situe ses travaux à la croisée des chemins entre la communauté politique internationale du développement, le monde académique et la société civile. Ses activités de mise en réseau et de diffusion sont destinées à atteindre une sensibilisation, une disponibilité et une accessibilité de ses recherches aussi élevées que possibles parmi ces différents publics.

92. En 2009-2010, un portefeuille de publications, de mécanismes et d'activités ont servi ces objectifs. Le catalogue des publications a inclus des ouvrages académiques et publiés dans un partenariat commercial, des documents de programme et des travaux de recherche et notes d'orientation. Les mécanismes sont allés de la distribution de produits imprimés traditionnels à des outils basés sur l'internet et des CD-ROMs. Enfin, les activités, telles que les allocutions publiques, les consultations et les événements et les ateliers de diffusion, ont également joué un rôle pour mettre en réseau et communiquer les résultats de recherches directement (et indirectement par l'intermédiaire de multiplicateurs de connaissances) aux principaux acteurs concernés.

Mise en réseau

93. En mars 2009, l'Institut a participé à une réunion de deux jours des Directeurs des sept instituts de recherche et de formation des Nations Unies ayant pour but de jeter des ponts entre les instituts, d'augmenter leur visibilité au sein des Nations Unies, d'identifier les opportunités pour l'harmonisation de certaines procédures et de mieux coordonner leurs fonctions fondamentales à l'appui du système des Nations Unies. Avec le soutien du Secrétaire général, les instituts ont convenu d'intensifier leur coopération et de clarifier une série de processus et de procédures afin de pouvoir mieux s'acquitter de leurs mandats respectifs.

94. L'Institut exécute ses recherches par le biais de réseaux d'intellectuels installés dans le monde entier. Un grand nombre de chercheurs intègrent ces réseaux dans le cadre de collaborations à court terme dans des projets spécifiques. Les chercheurs du Sud, en particulier, apprécient l'accès qui leur est ainsi procuré à des réseaux plus larges (y compris Sud-Sud) dans le milieu de la recherche et auprès des Nations Unies, les activités telles que les ateliers de méthodologie et les études comparatives qui confrontent les jeunes scientifiques à des méthodes et des débats novateurs, et la plate-forme de promotion des travaux sur la scène mondiale, et spécialement dans le système des Nations Unies.

95. L'Institut s'engage régulièrement dans les processus pertinents des Nations Unies, faisant connaître ses travaux à travers sa participation à des activités et des événements des Nations Unies et par le biais de relations avec des commissions régionales, des agences spécialisées et des organismes des Nations Unies. Le personnel de l'Institut répond également aux demandes d'organisations multilatérales et bilatérales, de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'instituts de recherche et d'universités. En 2009-2010, il a ainsi honoré plus de 100 invitations à exercer des activités de conseil et de consultance.

96. Le personnel de recherche et de diffusion présente en outre régulièrement l'Institut et ses travaux à des groupes d'étudiants qui le visitent. Les réalisations de l'Institut ont été mises à l'honneur dans un groupe de discussion de la première Conférence annuelle des Nations Unies Simul'ONU mondiale et lors d'un salon de la connaissance en août 2009. Cette occasion a permis de toucher plus de

500 étudiants universitaires issus du monde entier qui assistaient à la conférence, dont le thème était « Les objectifs du Millénaire pour le développement : Comment soulager la pauvreté du milliard des plus pauvres ».

97. En 2010, l'Institut a intensifié sa présence sur l'Internet au moyen du Web 2.0 et de sites de réseaux sociaux. Le nombre de personnes suivant les travaux de l'Institut à travers ces sites a d'ailleurs enregistré une nette augmentation. Dans le même ordre d'idées, l'Institut a produit au cours de la période examinée 20 podcasts et vidéos, qui sont accessibles sur le site de l'Institut, sur i-Tunes et sur le canal de l'Institut sur YouTube. Dans le cadre de l'évaluation de sa communication et de sa stratégie, l'Institut projette d'envisager d'autres options d'utilisation des médias sociaux pour diffuser ses recherches et s'engager auprès de certains publics.

Diffusion

98. L'Institut diffuse une quantité croissante de documents au moyen de son site sur l'Internet (www.unrisd.org). Le bulletin *UNRISD News* a été relancé en juin 2010 sous une forme électronique trimestrielle, et trois numéros ont été publiés au cours de l'année. Les utilisateurs ont téléchargé pas moins de 301 669 fichiers PDF et publications en 2009 et 358 267 de janvier à octobre 2010. Les statistiques ont fait apparaître une tendance positive continue du nombre de personnes qui consultent le site, avec une moyenne de 41 000 par mois en 2009 et près de 53 000 par mois en 2010. Le nombre d'abonnés à l'outil *monUNRISD*, au moyen duquel les utilisateurs reçoivent des alertes par courrier électronique et téléchargent des publications, a continué de progresser, culminant à 39 000 en octobre 2010. En termes géographiques, huit des 20 pays dont proviennent les visites sur le site se situent dans le Sud.

99. En 2009-2010, l'Institut a par ailleurs distribué gratuitement 25 000 exemplaires de ses publications et CD-ROMs à l'occasion de plus de 100 événements. Environ 56 % des événements se sont tenus dans des pays en développement et environ 42 % ont été organisés par ou avec d'autres organisations des Nations Unies.

Publications

100. Durant l'exercice 2009-2010, l'Institut a fait paraître 51 publications, dont 12 ouvrages/numéros spéciaux de magazines et 22 documents de programmes. Il a également sorti deux CD-ROMs contenant des informations bibliographiques et le texte intégral de toutes ses publications internes au format PDF, qui sont distribués gratuitement afin d'accroître la disponibilité et l'accessibilité des publications de l'Institut. Les ouvrages, rapports, travaux de recherche et notes d'orientation, documents de programme, bulletins d'information et CD-ROMs édités par l'Institut sont décrits ci-après :

Ouvrages

Shahra Razavi et Silke Staab, éd. *Underpaid and Overworked: A Cross-National Perspective on Care Workers, Special issue of International Labour Review,* vol. 149, n° 4, décembre 2010.

Anne Jenichen et Shahra Razavi, éd. *: The Unhappy Marriage of Religion and Politics: Problems and Pitfalls for Gender Equality, Special issue of Third World Quarterly*, vol. 31, n° 6, 2010.

Jane Jenson, *Defining and Measuring Social Cohesion*, Commonwealth et UNRISD, 2010

Katja Hujo et Nicola Piper. *South-South Migration: Implications for Social Policy and Development*. UNRISD/Palgrave Macmillan, 2010.

Debbie Budlender, éd. *Time Use Studies and Unpaid Care Work*. Routledge/UNRISD Research in Gender and Development, 2010.

José Carlos Marques et Peter Utting, éd. *Business, Politics and Public Policy: Implications for Inclusive Development*, UNRISD/Palgrave Macmillan, 2010.

José Carlos Marques et Peter Utting, éd. *Corporate Social Responsibility and Regulatory Governance: Towards Inclusive Development?*. UNRISD/Palgrave Macmillan, 2010.

Katja Hujo et Shea McClanahan, éd. *Financing Social Policy: Mobilizing Resources for Social Development*. UNRISD/Palgrave Macmillan, 2009.

Nora McKeon, *The United Nations and Civil Society: Legitimating Global Governance—Whose Voice?*. UNRISD/Zed Books, 2009.

Teresa S. Encarnacion Tadem éd. *Localizing and Transnationalizing Contentious Politics: Global Civil Society Movements in the Philippines*, UNRISD/Lexington Books, 2009.

Huck-ju Kwon, Thandika Mkandawire et Joakim Palme éd., *Social Policy and Economic Development in Late Industrializers: UNRISD Research Findings*, *International Journal of Social Welfare*, vol. 18, Supplément 1, Blackwell Publishing, 2009.

Shahra Razavi, éd. *The Gendered Impacts of Liberalization: Towards "Embedded Liberalism"?*, Routledge/UNRISD Research in Gender and Development, 2009

Rapports

UNRISD, (2010). *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*, (numéro de vente E.10.III.Y.1)

UNRISD, (2010). *Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics*, (vue d'ensemble).

UNRISD, en partenariat avec la CESAO, *(2010). Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics* (vue d'ensemble) (édition arabe), 2010.

UNRISD en partenariat avec l'Université normale de Beijing, *(2010). Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics* (vue d'ensemble) (édition chinoise).

Travaux de recherche et notes d'orientation

RPB 10s « La lucha contra la pobreza y la desigualdad ».Décembre 2010.

RPB 10f « Combattre la pauvreté et les inégalités ».Novembre 2010.

RPB 10e « Combating poverty and inequality ». Mai 2010.

RPB 9s « Cuál es la importancia del cuidado para el desarrollo social ». Mai 2010.

RPB 9f « Pourquoi les soins sont importants pour le développement social ». Avril 2010.

RPB 9e « Why care matters for social development ». Février 2010.

RPB 8s « Respuestas comunitarias al VIH y el SIDA ». Décembre 2009.

RPB 8f « Ripostes communautaires au VIH et au sida ». Décembre 2009.

RPB 8e « Community Responses to HIV and AIDS ». Septembre 2009.

Documents de programmes

Société civile et mouvements sociaux

PP-CSSM-32: Anthony Bebbington, « Social movements and poverty in developing countries ». Octobre 2010 (document électronique).

PP-CSSM-31: Jem Bendell et Annekathrin Ellersiek, « Noble Networks? Advocacy for global justice and the "Network Effect" ». Février 2009.

Démocratie, gouvernance et prospérité

PP-DGWB-1: Thandika Mkandawire, « Institutional monocropping and monotasking in Africa ». Juillet 2009.

Participation des deux sexes au développement

PP-GD-13: Fiona Williams, « Claiming and framing in the making of care policies: the recognition and redistribution of care ». Novembre 2010.

PP-GD-12 Anna C. Korteweg et Gökçe Yurdakul, « Religion, culture and the politicization of honour-related violence: a critical analysis of media and policy debates in Western Europe and North America ». Octobre 2010.

PP-GD-11: Mariz Tadros, « Faith-based organizations and service delivery: some gender conundrums ». Septembre 2010.

PP-GD-10: Silke Staab et Roberto Gerhard, « Childcare service expansion in Chile and Mexico: for women or children or both? ». Juin 2010.

PP-GD-9: Aya Abe, « The changing shape of the care diamond: the case of child and elderly care in Japan ». Juin 2010.

PP-GD-8: Juliana Martínez Franzoni, avec Carmen Largaespada-Fredersdorff, « The political and social economy of care in Nicaragua: familialism of care under an exclusionary social policy regime ». Février 2010.

PP-GD-7: Kate Bedford, « Harmonizing global care policy? Care and the Commission on the Status of Women ». Février 2010.

PP-GD-6: Ito Peng, « The Political and social economy of care in the Republic of Korea ». Octobre 2009.

PP-GD-5: José Casanova et Anne Phillips, « A debate on the public role of religion and its social and gender implications ». Septembre 2009.

Marchés, entreprises et réglementation

PP-MBR-7: Manuel Mejido Costoya, Peter Utting et Gloria Carrión, « The Changing Coordinates of Trade and Power in Latin America: Implications for Policy Space and Policy Coherence ». Mai 2010.

PP-MBR-6 : Michel Capron, « De la Françafrique à la responsabilité sociale des entreprises: Les dynamiques entre les firmes, l'Etat et les mouvements sociaux en France ». Novembre 2009.

PP-MBR-5: Gloria Carrión, « Trade, regionalism and the politics of policy making in Nicaragua ». Juin 2009.

Politique sociale et développement

PP-SPD-45 : Godfrey Baldacchino, « The power of jurisdiction in promoting social policies in small States », à paraître en 2010 (document électronique).

PP-SPD-44: Leonith Hinojosa, Anthony Bebbington et Tony Addison, « Social policy and state revenues in mineral-rich contexts ». Septembre 2010.

PP-SPD-43: Mary Njeri Kinyanjui, « Social relations and associations in the informal sector in Kenya ». Janvier 2010 (document électronique).

PP-SPD-42 : Armando Barrientos, « Social protection and poverty ». Janvier 2010 (document électronique).

PP-SPD-41: Eleonore Kofman et Parvati Raghuram, « The implications of migration for gender and care regimes in the South ». Juillet 2009.

PP-SPD-40: Arjan de Haan et Shahin Yaqub, « Migration and poverty: linkages, knowledge gaps and policy implications ». Juin 2009.

PP-SPD-39: Nicola Piper, « Migration and social development: organizational and political dimensions ». Mai 2009.

Bulletins d'information

CN 25: « Social and political dimensions of the global crisis: implications for developing countries ». Rapport de la Conférence de l'UNRISD (Genève, 12-13 novembre 2009), avril 2010.

CN 24: « The political and social economy of care ». Rapport de la Conférence de l'UNRISD (faculté Barnard, Université de Columbia, New York, 6 mars 2009), septembre 2009.

CN 23: « Social policy in mineral-rich countries ». Rapport de l'atelier de l'UNRISD (Genève, 24-25 avril 2008), septembre 2009.

CD-ROMS

Combating Poverty and Inequality: Structural Change, Social Policy and Politics. 2010.

UNRISD Library 2008–2009. 2010.